

Francken : « Recours possibles »

Le Centre d'action laïque publie un mémorandum fouillé en vue des élections. But : peser sur les programmes des partis et des futures majorités

Le président du CAL, Henri Bartholomeeusen, dévoile à Sudpresse un cahier de revendications à contre-courant de pas mal d'idées reçues du moment, en vue des élections d'octobre.

ENTRAÎNÉ
Henri Bartholomeeusen
Président du Centre d'action laïque

Il pèse 21 pages et est « volontairement raccourci et écrit dans un langage simple et accessible avec des revendications les plus claires possibles », précise d'emblée Pierre Bartholomeeusen, président du CAL. « Nous voulons aider à passer du principe à l'action, en expliquant ce qui doit inspirer les décisions. Notamment au niveau local, celui qui est le plus proche de la population, où la véritable démocratie commence. Depuis 4 ans, on constate une volonté du citoyen de se réapproprier le principe de la laïcité. »

Équité dans les subventions

Le chapitre 2 du mémorandum du Centre d'action laïque est consacré à la laïcité et l'impartialité de l'État. Avec une demande de « plus d'équité entre le subventionnement des cultes et celui de la communauté philosophique non confessionnelle ». Et plus de subventions pour multiplier les maisons de la laïcité.

↳ Vous réclamez toujours d'inscrire la laïcité de l'État dans la constitution, ce qui est connoté franc-maçon. Pourquoi ne pas plutôt parler de neutralité de l'État ?

« Les ennemis de la laïcité ont tendance à flouter le message. La neutralité, c'est plus passif. Celle du pouvoir n'a jamais

↳ Vous la définiriez comment ?

« Comme une impartialité, obligatoire pour le pouvoir, qui garantit le régime des libertés : celles de conscience, de pensée, d'expression ainsi que la liberté religieuse, en ce compris celle de la choisir, d'en changer, de la critiquer ou de n'en avoir aucune. Cela nécessite que les

pouvoirs participent aussi à l'émancipation des citoyens par le partage des savoirs. Donc une attention particulière sur l'école accessible à tous et gratuite. La société se radicalise. »

↳ Sur le plan religieux ?

« Pas seulement. Sur le plan politique, aussi. Regardez l'actu : on ose critiquer la Convention européenne des droits de

« Les droits humains sont mis en balance, alors qu'ils sont au cœur de la démocratie. Ça nous inquiète ! »

l'Homme. C'est très décomplexé ! Les droits humains sont mis en balance, alors qu'ils sont au cœur de la démocratie avec les libertés fondamentales. Et ça nous inquiète ! »

↳ Vous visez ce que fait Theo Francken pour le moment ?

« Effectivement. C'est le mau-

vais exemple au sein du gouvernement. On provoque délibérément, on pousse la démocratie dans ses derniers retranchements, en espérant une absence de réaction. Et ça fonctionne. Il y a de l'indignation, mais

après ? Ce populisme, cet esprit binaire qui radicalise les postures, finit par plaire, par simplification à outrance. J'espère qu'on n'en arrivera pas là, mais peut-être un jour serons-nous amenés à introduire des recours

contre ces menaces contre l'État de droit. »

↳ C'en est une ?

« Il a décidé qu'il ne s'exécutait pas par rapport aux décisions judiciaires. Dans un État de droit, cela pose problème ! Il se

demande comment contourner la Convention européenne des Droits de l'Homme, c'est énorme ! Jamais personne n'aurait osé proposer une chose pareille il y a 5 ans encore ! »

INTERVIEW > CHRISTIAN CARPENTIER

« Il faut des maisons de la laïcité partout »

empêché l'émergence des radicalismes. L'impartialité, c'est une obligation de garantir les libertés. Depuis 4 ans, le mot laïcité a retrouvé toute sa puissance. »

↳ Vous y croyez toujours ?

« L'idée de mettre le mot dans la Constitution fait son chemin, oui. Les socialistes y sont favorables. Les libéraux y réfléchissent sérieusement. Les écologistes ne s'y opposeront pas. Défi y est très favorable. Même au cdH, le courant humaniste progresse. On se rend compte que la laïcité est l'avenir des religions, la garantie pour chacun de vivre sa religion en paix et d'apporter sa richesse sans communautar-

risme, sans exclusion. »

↳ Vous vous sentez maltraités par l'État, pas reconnus ?

« On n'est pas en difficulté. Mais il faut s'assurer que chacun a accès à sa liberté de conscience, sa liberté d'expression, sa liberté religieuse. La laïcité n'est pas une philosophie. Ce n'est pas une idéologie. C'est le droit d'en avoir une. »

↳ Mais vous demandez plus d'équité par rapport aux cultes en matière de subvention...

« Dans les communes, il y a des fabriques d'églises, généralement un échevin des cultes et un financement. Mais pas nécessairement un financement

des maisons de la laïcité. Or, quand elles n'existent pas, il y a un déficit d'endroits neutres où procéder à des commémorations, des fêtes, des mariages, des décès, des passages de l'adolescence à l'âge adulte... Un endroit où s'afficher sans s'imbricber de signes. »

↳ Pour les laïcs ?

« Pas seulement. La laïcité, c'est l'ouverture à l'ensemble, le respect de la liberté de conscience. Nous ne sommes pas une septième religion. Nous ne sommes pas antireligieux, que du contraire ! On veut que chacun puisse vivre selon sa liberté religieuse ! »

CH. C.

Déradicalisation en prison**« Ne pas passer par les imams »**

Le mémorandum du CAL s'achève par un chapitre consacré à la sécurité. « C'est un droit fondamental en démocratie, mais qui ne doit pas éteindre notre droit de vivre librement », résume M. Bartholomeeusen dans une tentative de décrire le subtil équilibre qui doit demeurer entre les deux.

« On pourrait profiter de la peur, des angoisses dues à la radicalisation, pour exploiter des mesures radicales. Comme des caméras pouvant retracer toute la vie civile d'un individu. Comme ces citoyens constataeurs d'incivilités, des mesures liberticides, qui développent une sécurité de la délation. Comme des sanctions administratives communales pour les moins de 16 ans, alors que les

enfants ont droit à une période

« Tout est sujet à pratique pénale, donc finalement plus rien n'est grave »

de maturation : l'apprentissage se fait par l'erreur, la faute, l'échec. On l'a vécu avant eux... »

↳ **N'est-ce pas angélique, par rapport à l'insécurité réelle croissante de la société ?**

« Elle est fort fantasmée. Je ne pense pas que la société soit vraiment mise en danger par les actes de petite délinquance de jeunes qui ont toujours

existé. Cela mérite des réponses, mais davantage tournées vers la prévention et l'éducation que les sanctions qui vont rejeter les enfants vers des identités de délinquance. »

↳ **Contre la radicalisation en prison, que doit-on faire ?**

« Je copréside la fondation pour l'assistance morale aux détenus qui ne relèvent d'aucune religion. Nos conseillers laïcs attestent que la population musulmane est la première à les consulter parce qu'elle n'a ainsi pas de comptes à rendre aux imams. La solution n'est donc pas d'augmenter les subsides à ces derniers. Ce qui radicalise, c'est le sentiment d'exclusion, l'ignorance, la sensation qu'on n'a de comptes à rendre qu'à Allah et

non au pouvoir civil et aux institutions pénales. La prison est un lieu où on forge la criminalité, pas l'endroit où on resocialise. »

↳ **Elle est excessive ?**

« 80 ou 90 % de nos délits méritent autre chose que de la prison. On cultive les peurs en pensant qu'il faut mettre la société à l'abri, au lieu de mesures permettant aux citoyens de réintégrer le système social. La récidive, c'est la fille de nos sanctions actuelles.

Nous forgeons des voies sans issue. Tout est sujet à pratique pénale, donc finalement, plus rien n'est grave... Une fois de plus, ce sont les populations paupérisées qui sont le plus en danger par rapport à ça... »

CH. C.

« Pour un cours de religion à option »

L'enseignement occupe une place importante, dans le mémorandum du CAL. « Garantir les libertés, ça passe par l'émancipation, donc le partage des savoirs. Lucia de Brouckère disait que la véritable liberté n'est pas de glisser son bulletin dans l'urne mais de disposer des capacités suffisantes pour choisir le bulletin qu'on y dépose. Donc de ne voter que sous l'influence de sa propre autorité. »

↳ **Qu'est-ce qui doit changer dans l'enseignement ?**

« L'école doit être accessible au plus grand nombre, sinon à tous. Donc obligatoire, gratuite et mixte. Le réseau officiel devrait s'organiser, se simplifier, fusionner certains niveaux pour que les budgets soient mieux utilisés et qu'on améliore la qualité de l'enseignement. Nous tenons aussi au développement du cours

d'éducation à la citoyenneté et à la philosophie. »

↳ **Dans quel but ?**

« Réunir toutes les tendances philosophiques et religieuses dans une seule classe où les esprits pourraient se rencontrer, que les petits soient musulmans, chrétiens, juifs ou athées. L'école n'est pas un lieu de conformisme social, mais d'émancipation. Elle doit donner des outils aux enfants pour s'inventer leur propre univers. »

↳ **En complément ou en remplacement des cours de religion ?**

« Les remplacer en ce qu'ils sont obligatoires. Rien n'empêcherait l'école d'organiser des cours à option si elle le veut. Je comprends que des familles engagées religieusement souhaitent une assistance dans la transmission de leur culture. Mais pas de façon obligatoire. Identifier

religieusement un enfant est contraire à ses droits, a dit la cour européenne des droits de l'Homme... »

↳ **La place manque toujours, dans certaines**

« Il faut un cadastre de l'offre et de la demande, anticiper les choses »

écoles... Le décret inscriptions, que voulez-vous en faire ?

« Nous demandons un cadastre de l'offre et de la demande, avec son évolution prévisible. Il faut anticiper les choses, revenir à une gestion en bon père de famille. Le décret n'a pas tout solutionné.

Certains enfants sont obligés d'aller dans un établissement qu'ils n'avaient initialement pas choisi. »

↳ **Cela demandera un réinvestissement massif. Où trouver l'argent ?**

« Le budget que la Communauté française y consacre est sans doute un des plus importants d'Europe ! Le problème, c'est son utilisation. Il ne faut pas abandonner des territoires entiers aux écoles privées, fussent-elles subsidiées. Il faut une offre pour un enseignement officiel donnant toutes les garanties d'accueil dès après la crèche pour mettre tous les enfants sur pied d'égalité. Le budget, c'est une question de priorité politique et de hiérarchisation des besoins. La laïcité est une sorte de Jiminy Cricket du pouvoir politique. Elle doit assurer son rôle de vigilance impartial sur tout cela. »

CH. C.

Étrangers**« Amplifier leur droit de vote en les intégrant »**

Le mémorandum s'ouvre sur le vote des étrangers, que le CAL veut voir amplifier. Parce que c'est la première priorité à ses yeux ? « On touche au vivre ensemble.

L'étranger qui est mon voisin depuis trente ans l'est-il vraiment ? L'est-il plus qu'un Belge en situation de pauvreté et en défaut de dignité ? L'étranger, c'est celui qu'on ne

rencontre pas. L'intégration, c'est se retrouver, débattre. C'est la meilleure garantie contre l'obscurantisme et les guerres, l'ignorance de l'autre. »

➔ **Au niveau communal, ils ont le droit de vote...**

« Le défi, c'est de permettre le débat, d'intéresser ceux qui ne se sentent pas intégrés à

appréhender notre système démocratique. Leur permettre d'y participer, c'est la meilleure façon de les intégrer. Mais on évoque aussi dans la foulée le vote des personnes en fragilité — dans les maisons de repos, les hôpitaux — ou privées d'autonomie, dans les prisons. » ●

CH. C.